

POUR L'HISTOIRE

Le 8 mai 1989, M. YOUSFI A PUBLIE DANS LE
QUOTIDIEN "EL MOUDJAHID" UN ARTICLE ANTICOMMUNISTE. PEU
APRES, LA MISE AU POINT CI-DESSOUS A ETE ADRESSEE A LA
DIRECTION DE CE JOURNAL.
PRES DE CINQ MOIS APRES, ELLE N'EST TOUJOURS PAS PUBLIEE.

NOUS DIFFUSONS CETTE MISE AU POINT EN DEMAN-
DANT A TOUS LES DEMOCRATES DE LA REPRODUIRE ET DE LA DIF-
FUSER.

ALGER LE 1ER OCTOBRE 1989

La célébration de l'anniversaire de la sanglante répression déclenchée le 8 mai 1945 par le colonialisme français contre notre peuple a été l'occasion pour votre quotidien du 8 mai 1989 de publier "l'opinion" de M. Yousfi sous le titre "Souviens-toi". Dans sa dernière partie cette "opinion" reprend à son compte de vieilles calomnies anti-communistes. Pour un militant du mouvement national qu'est depuis 1940 M. Yousfi, il est regrettable et malheureux de recourir à des contre-vérités d'autant qu'elles contredisent ses propos à l'égard de la participation des communistes Algériens à la guerre de libération nationale dans son ouvrage "l'Algérie en marche" où on peut lire pages 98 et 99 :

"Acceptant tous les risques, les réseaux communistes accomplirent courageusement des actions d'éclat. Hommes, femmes et jeunes emplirent les geôles coloniales. Certains rejoignirent les maquis du Chelif, de l'Ouarsenis et de Tlemcen. D'autres plongèrent dans la dure clandestinité des villes."

Nous préférons que M. Yousfi conserve le langage de la vérité et unitaire, surtout en cette époque où notre pays a un grand et pressant besoin de l'union de toutes ses forces vives pour son édification dans le sens du modernisme. Et c'est ce souci unitaire qui nous guidera dans cette contribution destinée à réfuter les calomnies anti-communistes de M. Yousfi sur :

- Leur position durant le 8 mai 1945
- Leur attitude sur la question nationale et leur participation à la guerre de libération nationale
- Leur référendum gaulliste du 8 Janvier 1961.

1°) Le 8 Mai 1945 :

M. Yousfi s'en est pris au parti Communiste Français qui, globalement, depuis sa création, a été et reste en France de plus fidèle allié du peuple Algérien dans son combat contre le colonialisme et entretient des relations amicales avec le F.L.N. Nous ne voulons pas nous substituer ici au P.C.F. qui est en mesure de prendre sa propre défense. Néanmoins nous rappelons quelques faits ignorés, peut-être, par M. Yousfi, selon lui "Charles Tillon; ministre

de l'Air dans le gouvernement de de Gaulle et membre du bureau politique du parti Communiste Français, ordonna à l'aviation militaire de bombarder des populations Algériennes sans défense. Cette calomnie déjà déversée par le passé, a été pourtant réfutée par le Général Weiss, Commandant de l'aviation, le 20 Mai 1946 dans une interview au journal "Liberté" en ces termes : "M. Tillon n'a jamais donné cet ordre puisqu'il était à Paris et ignorait le début des événements. A aucun moment le Ministre de l'Air n'est intervenu pour ordonner des opérations ni pour donner des directives tactiques à l'aviation que je commandais. Ce n'était pas d'ailleurs, le rôle du ministre (...) L'emploi tactique des troupes relève du Chef d'état-major de la défense nationale. Le ministre de l'Air n'a rien à voir dans cette question. Supposer que M. Tillon a donné des ordres d'emploi comme ministre de l'Air c'est à la fois une absurdité et une impossibilité. Ceux qui prétendent le contraire ne connaissent rien à la question".

"El Moudjahid" du 10 Mai 1989 reproduisant un article de l'APS intitulé "Blak-out sur un massacre" cité le témoignage de François Billoux, ministre communiste de la santé dans le gouvernement De Gaulle de 1945 qui confie : "Nous n'avons jamais connu l'ampleur des événements de Mai 1945 et la répression que bien après, car au gouvernement ne venait pas l'ensemble des questions, Beaucoup de choses étaient réglées directement par de Gaulle avec les ministres intéressés. Pour ce qui concernait l'Algérie, tout relevait de l'intérieur, dont le ministre était le socialiste Tixier ...""Ce que nous n'avons pas vu tout de suite, ajoute François Billoux, c'est qu'il ne s'agissait pas d'une petite chose et que ce qui se passait était une des conséquences du développement du mouvement national."

Cette sous-estimation du mouvement national s'est également manifesté au sein du parti Communiste Algérien qui n'a vu à l'époque que les aspects d'une provocation et d'une manipulation politico-policière. Cette erreur a été aggravée quand, au lieu d'apprécier les faiblesses de la direction des manifestations du 8 mai par le mouvement nationaliste comme le résultat d'une impréparation idéologique et de l'inexpérience, il les a assimilés à une collusion entre les ultracoloniaux fascistes et les dirigeants nationalistes. Toutefois, cette appréciation a été corrigée dans les jours qui suivirent le 8 mai 1945, et le Parti Communiste Algérien engagea en Octobre 1945 la bataille pour l'amnistie. Des comités pour l'amnistie se constituèrent à travers tout le pays et Larbi Bouhali fut élu comme premier dirigeant du comité national. Cette campagne aboutit en 1946 à la

libération de milliers d'emprisonnés et d'internés sous la pression conjuguée de l'opinion nationale et internationale.

Le Parti Communiste Algérien n'a pas manqué de procéder à une analyse critique et autocritique de sa politique durant le période de 1936 à Juillet 1946, quand son Comité Central a rompu ouvertement et publiquement avec les grandes lignes de la politique réformiste alors que pendant les années 1920 et jusqu'au début de 1936 les organisations communistes d'Algérie luttèrent pour l'indépendance de notre pays tout en pratiquant une politique d'union des forces patriotiques notamment avec l'Emir Khaled. Pour cette période, on connaît entre autres la dure répression qui frappe les communistes pour le soutien actif qu'ils avaient apporté à l'insurrection du Rif dirigée par Abdelkrim.

Pour l'information des nouvelles générations, il y a lieu de signaler que la répression colonialiste durant le mois de Mai 1945 s'était également abattue sur des militants communistes de Fedj-M'Zala, de Setif et Tébessa. Ajoutons que notre camarade Albert Denier, alors secrétaire de la section de Sétif, selon des témoins Algériens, a été victime ce jour-là des ultra-colonialistes qui lui sectionnèrent les deux mains. Quand il était sur son lit d'hôpital, les militaires Français firent défiler devant lui des patriotes Algériens arrêtés au cours des manifestations, voulant absolument qu'il reconnaisse parmi eux ses agresseurs, mais il leur répondit : "je ne reconnais aucun de mes agresseurs. Ça ne peut être aucun d'eux ; c'est le colonialisme qui a voulu n'assassiner".

A l'occasion du quarantième anniversaire du 8 mai 1945, le Parti de l'Avant-Garde Socialiste a édité une brochure où il procède à une étude approfondie de ce grand mouvement historique. Cette contribution mérite d'être connue parce qu'elle dégage les enseignements utiles pour notre action présente.

Les communistes n'ont pas le monopole de l'erreur, Ils donnent cette impression parce qu'ils s'efforcent toujours de procéder à la critique et à l'autocritique de leur action passée et parce qu'ils ne prétendent pas non plus détenir un quelconque monopole de la vérité.

D'ailleurs pour l'appréciation des événements de mai 1945, les communistes Algériens ne furent pas les seuls à y voir une provocation colonialiste. Dans le journal "liberté" du 24 mai 1945, Cheikh Bachir El Ibrahimy relie cette "provocation aux exigences des éléments colons d'Algérie d'empêcher toute évolution démocratique".

D'autre part, la direction du mouvement nationaliste à la veille du 8 mai 1945, durant cette journée et les jours qui suivirent, comme le note Mahfoud Kaddache dans son ouvrage "Histoire du Nationalisme Algérien" "fut surprise ... par l'ardeur révolutionnaire des masses populaires, particulièrement celle des masses rurales, que par l'ampleur de la répression, ce qui explique l'ordre d'insurrection générale et le contre-ordre qui suivit." (P.731, tome 2).

Il faut ajouter à cette impréparation politique et au manque de cohésion dans les directives données par le mouvement nationaliste, l'absence d'une orientation liant la revendication pour l'indépendance avec le combat antifasciste. C'est ce que reconnaît l'un des témoins du 9 mai 1945 qui déclare : Nous n'avons jamais fait des manifestations pour partager la joie des alliés qui fêtaient leur victoire sur le fascisme." ("El Moudjahid" du 10 mai 1989 sous le titre "Tristes moissons"). Or, c'est durant la période de Vichy que la grosse colonisation a vu ses positions renforcées, plus que jamais.

C'est à juste titre que le P.A.G.S. (Parti de l'Avant-Garde socialiste) dans sa brochure consacrée au 40ème anniversaire du 8 mai 1945, tirant les leçons de ce moment de notre histoire, souligne : "L'importance qu'il y a de comprendre et d'assurer correctement le lien entre la lutte des forces patriotiques et progressistes sur le sol national et la lutte qui se déroule à l'échelle internationale contre l'impérialisme".

2°) La question Nationale et la lutte des communistes pour l'indépendance:

M. Yousfi attribue au rapport de Larbi Bouhali, premier secrétaire du P.C.A., présenté au VI° Congrès de ce Parti à Hussein-Dey en Février 1952 le texte suivant : "Les Algériens sont liés par des intérêts généraux communs et par la lutte contre le colonialisme. Quant à l'Algérie, elle forme une communauté Algérienne de toutes origines, autrement dit de deux civilisations (l'occidentale et l'orientale) pour aboutir à une assimilation pure et simple qui constituera la nation en formation."

Il convient d'abord de préciser que ce rapport a été publié en brochure ayant pour titre "Action unie sur le sol national pour une Algérie libre et indépendante". (1) Au début de ce rapport, il est dit que la mission du VI° Congrès du P.C.A consiste à "préciser à notre peuple avide de liberté comment il peut accéder rapidement (souligné par nous) à son indépendance nationale véritable ... "M. Yousfi voudrait nous faire croire qu'en Février 1952 le Parti Communiste Algérien suivant une politique assimilationniste. Ce qui est une contre-vérité, Le Parti Communiste Algérien a toujours été opposé à une poli-

tique assimilationniste et c'est sur ce terrain qu'il a combattu en 1936 la fédération des Elus Musulmans du Docteur Bendjelloul de Constantine qui en était le tenant.

M. Youfsi a sans doute voulu interpréter à sa façon la position du Parti Communiste Algérien à l'égard des Algériens d'origine européenne. Et de quel droit peut-on contester à des descendants de plusieurs générations la qualité d'ALGERIENS qu'ils soient d'origine européenne, turque ou d'Afrique noire ?

C'est vrai que dans l'intérêt de la lutte pour l'indépendance de notre pays le Parti Communiste Algérien a fait beaucoup d'efforts pour rallier les travailleurs d'origine européenne à la juste cause de notre peuple.

Le rapport au VI^o Congrès rappelle

"qu'il ne faut pas négliger les Algériens d'origine européenne. Au contraire, il faut leur expliquer plus concrètement la politique de notre Parti. Nous pouvons et nous devons leur démontrer que leur intérêt est d'être avec le peuple Algériens dont ils sont partie intégrante et non avec la poignée de colonialistes qui pillent l'Algérie".

Et le Parti Communiste Algérien n'a pas été le seul Parti national à avoir eu une telle orientation. Ainsi, dans son programme pour les élections du 17 Juin 1951, le M.T.L.D-P.P.A. revendiquait

"Une Constituante souveraine qui dotera notre pays d'institutions garantissant les mêmes droits et imposant les mêmes Obligations à tous, aux autochtones aussi bien qu'aux citoyens d'origines européenne considérés comme partie intégrante du peuple Algérien."

De son côté, à la constitution du Front Algérien, en 1951, le Cheikh Larbi Tebessi, dirigeant de l'Association des Oulama, proclamait :

" Nous ne faisons pas de différence entre Algériens de naissance et de coeur. Nous ne faisons pas de différence entre Fatima et Marie."

Et cette orientation a eu comme suite la participation de nombreux travailleurs d'origine européenne à la lutte de libération de notre peuple sous différentes formes. Beaucoup d'entre eux, comme Henri Maillot, Maurice Laban, Raymonde Peshard, Roland Siméon, Pierre Ghnassia, André Martinez sont tombés au champ d'honneur les armes à la main face à l'armée colonialiste. L'ouvrier communiste Fernand Yveton sera guillotiné en 1957 en même temps que deux autres chouhada. Les survivants, parmi lesquels d'anciens condamnés à mort comme Georges Accompara et Jacqueline Guerroudj, sont aujourd'hui citoyens Algériens avec la qualité d'ancien moudjahid.

Il est vrai que le P.C.A. a pensé pendant une période que la nation Algérienne n'était pas totalement formée sans la fusion de tous les éléments ethniques y compris européens. Il reprenait ainsi à son compte la formule de Maurice Thorez, Secrétaire Général du PCF de l'Algérie, nation en formation (discours de 1939). Cette formule toute contestable qu'elle était, appelait d'une façon généreuse mais irréaliste à l'algériannisation des habitants d'origine européenne. Ce qui est le cas aujourd'hui d'un certain nombre de citoyens non musulmans. Comme on le voit, c'est le contraire de l'assimilation prônée à l'époque par certains élus dont Ferhat Abbas qui fut président du G.P.R.A. Mais dans "l'essai sur la nation Algérienne" publié en Août 1958, le Parti Communiste Algérien ne manquait pas de souligner que "la fusion ou le mélange des deux principaux éléments ethniques actuels est impossible dans le cadre colonial. Raisonner autrement c'est faire preuve d'idéalisme". Et toujours dans cette même étude, le P.C.A. affirme que " par ses caractéristiques profondes, elle (l'Algérie) est de civilisation arabe incotestablement".

M. Yousfi écrit encore : "Au cours de la Révolution armée la participation de quelques éléments communistes à titre individuel était dictée à la suite de la déclaration du délégué de l'U.R.S.S au Congrès du P.C.F. au Havre en 1956."

Les communistes Algériens n'ont jamais eu connaissance de cette fameuse déclaration du délégué soviétique et M. Yousfi ferait bien de donner ses références exactes.

Ce qui est certain, c'est que dès Novembre 1954, la direction du Parti Communiste Algérien a donné comme directive aux militants communistes des Zones gagnées par l'insurrection de s'engager individuellement dans la lutte armée. Les communistes des Aurès et de l'Oued Souf dont Guerrouf Mohamed,

enseignant coranique, membre du comité Central et Hamma Lakhdar, furent parmi ces militants qui entrèrent dans le combat armé. Hamma Lakhdar, responsable des groupes communistes de l'Oued Souf, qui dirigeait une katiba dans la région de Reguiba, tomba en martyr au combat le 18 Aout 1955.

En juin 1955, la session spéciale du Comité Central consacrée à la participation du P.C.A. à la lutte armée orienta toutes les forces du parti dans la réalisation de cet objectif.

Malgré ses diverses tentatives pour prendre contact avec la direction du F.L.N., le P.C.A. n'y parvint pas dans les années 1954 et 1955. Il créa les "Combattants de la libération" qui agirent aussi bien dans les villes que dans la région de l'Ouarsenis.

En Avril 1956, lorsque la direction du P.C.A. réussit à prendre contact avec la direction du F.L.N. représentée par Abane Ramdane et Benyoussef Benkhedda ; cette dernière demanda à la délégation communistes composée de Bachir Hadj Ali et Sadek Hadjerès, de dissoudre le P.C.A. et de s'intégrer individuellement au F.L.N. et l'A.L.N.

La délégation communistes expliqua que le maintien du P.C.A. pouvait servir les intérêts de la lutte et l'accord avec la direction du F.L.N. s'établit pour l'intégration des groupes armés des "Combattants de la libération" dans l'A.L.N. et pour que le P.C.A. continue à coopérer avec le Front et l'A.L.N. en apportant son appui politique et matériel. L'accord stipulait également que jusqu'à la fin de la guerre, les militants communistes qui étaient déjà dans l'A.L.N. ou qui en feraient partie, n'auraient plus de lien organique avec le P.C.A. sans pour autant renoncer à leur idéal.

Ainsi les "quelques éléments communistes" dont parle M. Yousfi se sont traduits par des centaines de chouhada communistes, comme d'autres patriotes; et parmi eux cinq membres du Comité Central du P.C.A. Tahar Ghomri, Fellah de la région de Tlemcen. Mohamed Guerrouf, Fellah de l'Aurès, Taleb Bouali, ouvrier plombier d'Alger, Laid Lamrani ex-bâtonnier du bureau de Batna Georges Raffini journaliste à "Alger-Républicain".

3°) Le référendum gaulliste du 8 Janvier 1961 :

Ce référendum demandait aux français et aux Algériens de se prononcer à la fois sur l'autodétermination et sur un projet de loi qui devait permettre à la France de fixer par décret le futur statut de l'Algérie. C'était la négation même de l'autodétermination. Ce qui prouve la volonté de de Gaulle de ne pas négocier avec le G.P.R.A. et de rechercher une 3ème force. D'ailleurs, quel-

ques jours plus tôt, le 11 Décembre 1960, à la veille de son départ en Algérie, le général de Gaulle refusait la grâce pour trois patriotes Algériens condamnés à mort et exécutés. Il s'agit des martyrs Hamou Boucetta, Belhadj Abdelkader et Belmokhtar Slimane..

C'est dans ces conditions que les communistes français votèrent "non" au référendum. Mais peut-on amalgamer ce "non" à celui préconisé par les tenants de l'"Algérie Française" comme le fait M. Yousfi ! Voyons comment "El Moudjahid", organe Central du F.L.N., jugeait le 5 Janvier 1961 cette opération de Gaulle. Il écrit :

"Le référendum auquel de Gaulle a recours, et qui a pour justification officielle la politique d'autodétermination, est appelé à donner précisément le coup de grâce à cette politique. A la politique d'autodétermination et du libre choix des algériens succède ouvertement la politique du statut octroyé et de la camisole de force. Cette politique signifie la poursuite de la guerre et le déploiement de nouvelles manœuvres de type néo-colonialistes."

Et "El Moudjahid" continue :

"En France, le référendum est une entreprise absurde et d'inspiration fasciste, En Algérie, il constitue un viol délibéré de conscience et une nouvelle agression criminelle contre la dignité du peuple Algérien".

En vertu de cette analyse, le F.L.N, le G.P.R.A., et le P.C.A. ont appelé au boycott de ce référendum. M. Yousfi ignore-t-il tout cela ! ou veut-il déformer la politique du P.C.A. pour porter préjudice aujourd'hui au P.A.G.S.?

Nous concluons en souhaitant que toutes ces vérités historiques ne soient jamais étouffées et qu'au contraire toutes les forces patriotiques s'efforcent de recueillir et de sauvegarder dans l'union la plus large comme au temps de la guerre de libération nationale, les leçons positives et les acquis du passé. Qu'elles s'efforcent également de titre avec clairvoyance et toujours

avec un esprit unitaire, les leçons des erreurs commises par les uns et par les autres dans le passé pour mieux lutter dans le présent en vue de l'édification d'un Etat moderne qui apportera plus de bien être, de justice sociale, de démocratie et de liberté.

MAI 1989

Pour le P.A.G.S. :

Boualem KHALFA (66 ans) et

Abdelhamid BOUDIAF (87 ans)

Anciens dirigeants du P C A ,
Moudjahidine.

(1) Rapport présenté au VI^o Congrès National
du Parti Communiste Algérien
Hussein Dey, 21, 22, et 23 Février 1952
Editions "Liberté" ALGER.